

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 23 septembre 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Mise en oeuvre du Plan
local pour l'insertion et l'Emploi de la
CASA - 2019 - Réception d'une subvention
de la Région Sud

<ul style="list-style-type: none">▪ Original▪ Expédition certifiée conforme à l'original <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2019.164

Date de la convocation : Le 17/09/2019
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du - 2 OCT. 2019
de la réception s/Préfecture en date du - 7 OCT. 2019
Pour le Président, La Responsable de Service
 Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 23 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Michel ROSSI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a créé, en 2015, un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) qui intervient sur l'ensemble de son territoire afin de faciliter l'accès à l'emploi durable pour les personnes exclues du marché du travail ou risquant de l'être.

En 2018, le PLIE de la C.A.S.A. a accompagné 477 personnes (dont 84 % d'allocataires du RSA et 60 % présentant un niveau V ou infra au moment de l'intégration dans le dispositif).

Ce sont 215 personnes qui sont sorties du dispositif : 34 % sont sorties en raison de la reprise d'un emploi de plus de 6 mois et de plus de 17h30 par semaine, de l'obtention d'une qualification par le biais d'une formation de plus de 6 mois ou à la suite de la création de leur entreprise datant de plus de 6 mois. Au total, 264 contrats de travail ont été signés par les participants.

Ce service est cofinancé :

- depuis sa création, par le Conseil Départemental et le Fonds Social Européen dans le cadre de l'appel à projet déposé par le Département des Alpes Maritimes et intitulé « Accompagnement vers l'emploi territorialisé – Programme opérationnel du FSE pour l'Emploi et l'inclusion en Métropole 2014-2020 ».
- depuis 2018 par la Région Sud au titre de deux axes d'intervention spécifiques : le développement de la relation entreprise et la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics sur le territoire de la CASA.

En 2019, la Région a souligné son intérêt pour les PLIE qu'elle considère comme un dispositif partenarial qui permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sortie à l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés. A ce titre, la Région souhaite accorder au PLIE de la CASA une subvention d'un montant de 22 500 Euros.

Dans ce cadre, une convention ayant pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités d'attribution de la subvention attribuée par la Région à la CASA est ainsi proposée. Celle-ci fixe, pour l'année 2019, les actions à mettre en œuvre ainsi que les modalités d'évaluation et de suivi de celles-ci.

Considérant que par délibération n° CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention, à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention de fonctionnement pour la mise en œuvre du PLIE entre la CASA et la Région PACA.,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de fonctionnement pour la mise en œuvre du PLIE entre la CASA et la Région PACA,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention,

AINSI FAIT ET DELIBERE

A ANTIBES LE 23 septembre 2019

Suivent les signatures

Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

**CONVENTION D'AIDE FINANCIERE
SUBVENTION POUR ACTION SPECIFIQUE DE FONCTIONNEMENT
POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

DOSSIER N°2018_15866

Entre

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération n° 19-563 du 26 juin 2019, Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis – CASA, sise 449, route des crêtes 06901 Sophia-Antipolis représentée par Monsieur Jean LEONETTI, son Président, dûment habilité à signer la présente convention, Ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

D'autre part,

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE ;
- VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifiée par l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005 et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
- VU la loi n°2015-991 portant Nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, et notamment ses articles 6 et 7 ;
- VU la délibération n°14-1453 du 12 décembre 2014 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre

- des plans locaux pour l'insertion et l'emploi Ouest Provence et de la Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (2015-2019) ;
- VU la délibération n°15-185 du 20 février 2015 du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du plan local pour l'insertion et l'emploi Nice Côte d'Azur (2015-2019) ;
- VU la délibération n°15-1340 du 16 octobre 2015 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant les termes du protocole d'accord relatif à la mise en œuvre du plan local pour l'insertion et l'emploi Toulon Provence Méditerranée (2016-2020) ;
- VU la délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;
- VU la délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional approuvant les termes du Contrat de plan régional de développement, des formations et de l'orientation professionnelles ;
- VU la délibération n°17-1135 du 15 décembre 2017 du Conseil régional approuvant le nouveau cadre d'intervention régional de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi et le renouvellement des protocoles d'accord des plans locaux pour l'insertion et l'emploi du territoire du pays de Grasse, de Cannes Pays de Lérins et de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis (2018-2020) ;
- VU la délibération n°18-233 du 16 mars 2018 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant le renouvellement des protocoles d'accords des plans locaux pour l'insertion et l'emploi de Marseille Provence centre, de Marseille Provence est, de Marseille Provence ouest, du Territoire du pays d'Aix, et du Territoire du pays de Martigues (2018-2022) ;
- VU le règlement financier du Conseil régional ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Région a fait le choix de mener une politique offensive au profit de la bataille pour l'emploi et a fait de la lutte contre le chômage l'une de ses priorités.

Par cette politique, l'exécutif régional réaffirme également toute sa détermination à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux sur les problématiques d'emploi de leurs territoires.

La Région s'est dotée de nouveaux cadres votés en mars 2017 : le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation approuvé par délibération n°17-37 du 17 mars 2017 du Conseil régional et le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle approuvé par délibération n°17-46 du 17 mars 2017 du Conseil régional.

Le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

Afin de faire face aux problématiques d'emploi, la Région souhaite dès à présent marquer sa volonté d'agir au plus près des territoires en prenant appui sur les acteurs locaux. La Région participe au financement des structures d'insertion par l'activité économique et des plans locaux pour l'insertion et l'emploi et souhaite recentrer son intervention sur son cœur de compétences. Elle privilégie ainsi le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus proche par la valorisation de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'entrepreneuriat.

Dans ce cadre, le dispositif de soutien régional aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi poursuit un objectif de performance et de résultats.

C'est pourquoi, l'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les Départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi). C'est pourquoi, l'exécutif régional souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

Il sera en ce sens très attentif aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi.

A ce titre, l'exécutif régional souhaite réaffirmer son soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi en tant que relais des politiques régionales sur les trois axes d'intervention suivants :

Axe 1 : Le développement des relations entreprises

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi ont pour objectif de positionner des participants sur des offres d'emploi et de mobiliser les entreprises pour qu'elles s'impliquent dans des actions partenariales. La Région participe aux actions de mise en relation des entreprises essentielles pour favoriser le retour à un emploi durable des participants. Les actions de mise en relation avec les entreprises peuvent être développées, soit par la structure d'animation du plan local pour l'insertion et l'emploi, soit par un opérateur local sélectionné par les membres de ce dernier. Cet axe comprend également les actions de formation.

Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics

La Région est engagée dans une démarche visant la promotion de l'insertion et de l'emploi dans ses marchés publics. Il s'agit de demander aux entreprises soumissionnaires de prendre l'engagement de réserver une part des heures de travail générées par le marché à une action d'insertion par l'activité économique. Dans cette démarche, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi permettent de coordonner l'ensemble des parcours d'insertion effectués dans le cadre de l'exécution de marchés publics. La Région, engagée dans les clauses d'insertion, s'appuie sur les plans locaux pour l'insertion et l'emploi pour le suivi et la mise en œuvre de ces clauses. Ces derniers ont développé une véritable expertise auprès des donneurs d'ordre par le biais de « facilitateurs de clauses sociales ».

Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

Un plan local pour l'insertion et l'emploi a pour objectif d'accompagner et de stabiliser sur des emplois durables des personnes éloignées du marché du travail. Le rapprochement entre les publics cible et le monde du travail nécessite des étapes intermédiaires intégrées dans un parcours d'insertion vers l'emploi.

Les structures d'insertion par l'activité économique, tels les ateliers et chantiers d'insertion, peuvent être mobilisées comme étape de parcours pour les participants au plan local pour l'insertion et l'emploi. La plupart des plans locaux pour l'insertion et l'emploi du territoire régional mobilisent les structures d'insertion par l'activité économique à différentes étapes du parcours des participants pour les inscrire dans une dynamique de retour à l'emploi durable.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités d'attribution de la subvention attribuée par la Région au bénéficiaire conformément aux termes du protocole d'accord du plan local pour l'insertion et l'emploi de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis.

Le montant annuel et les modalités de la participation de la Région à la mise en œuvre de la fonction ingénierie de projet s'inscrivent dans le cadre de la programmation du plan local pour l'insertion et l'emploi et sont validés par les instances décisionnelles du plan local pour l'insertion et l'emploi.

Pour être éligible, la fonction « d'ingénierie de projet » doit développer un ou plusieurs des axes d'intervention mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION ET PERIODE DE L'ACTION

Article 2.1 – Description des axes retenus

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément aux objectifs inscrits dans le dossier de subvention présenté à la Région pour la mise en œuvre des axes d'intervention choisis par la structure :

- **Axe 1 : le développement des relations entreprises**
- **Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics**

Moyens humains mis en œuvre sur ces axes d'intervention : 1.8 équivalents temps plein

Article 2.2– Période de l'action ou des actions

L'ensemble des actions décrites dans l'article 2.1 seront réalisées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3 – OBJET ET MONTANT DE LA SUBVENTION

La Région attribue une subvention d'un montant de 22 500 € au bénéficiaire qui est destiné à réaliser l'opération suivante : ***mise en œuvre de la fonction ingénierie de projet du plan local pour l'insertion et l'emploi de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis*** pour un montant subventionnable global de 95 850 € TTC correspondant aux dépenses éligibles prévues et retenues dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

L'intégralité de cette subvention est destinée au cofinancement des programmations validées par les instances décisionnelles du plan local pour l'insertion et l'emploi auxquelles participent de droit les représentants désignés par la Région.

ARTICLE 4 – MODALITES D'EVALUATION ET DE SUIVI DE L'ACTION

L'action sera évaluée au regard de la concordance entre les moyens prévus et ceux effectivement mis en œuvre, tant au plan qualitatif que quantitatif. Elle sera appréciée sur la base du rapport final à partir de l'analyse des critères d'évaluation énoncés ci-dessous :

- contenus des actions proposées, (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre), coût des actions et cofinancement mobilisés ;
- plus-value des actions par rapport au droit commun ;
- l'effectivité de l'accès à des emplois durables et de qualité pour les participants du plan local pour l'insertion et l'emploi.

Le comité de pilotage réunit les partenaires institutionnels et financiers du plan local pour l'insertion et l'emploi. A titre indicatif, il se réunit trois à quatre fois par an.

Sur la base du protocole signé, cette instance :

- définit les objectifs et les priorités du plan d'action du plan local pour l'insertion et l'emploi,
- fixe les orientations quant aux publics, aux axes et activités prioritaires de programmation du plan d'action,
- valide le plan de financement global et annuel,
- veille à la mobilisation des moyens nécessaires pour la bonne réalisation du plan,
- organise et assure le suivi et l'évaluation de l'ensemble du dispositif,
- définit le mandat donné au comité opérationnel chargé de la coordination de la mise en œuvre du plan.

Le comité opérationnel ou technique est consultatif et force de propositions auprès du comité de pilotage. Sa composition et ses prérogatives sont arrêtées par le comité de pilotage. Il est composé par les structures associées au plan local pour l'insertion et l'emploi. Il a un rôle de proposition et de suivi des actions décrites dans le plan annuel.

ARTICLE 5 – MODALITES DE CALCUL ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention pour action spécifique de fonctionnement est versée de manière échelonnée et fait l'objet :

- d'une avance de 70% versée dès notification de la convention ;
- du versement du solde sur production
 - o pour les organismes privés, d'un compte rendu financier tel que prévu à l'article 18-3 du règlement financier ; un état définitif des factures acquittées peut également être demandé ;
 - o pour les organismes publics, d'un état définitif récapitulant les dépenses et les recettes.

Des documents d'information et de communication concernant le projet subventionné et faisant état de l'aide régionale peuvent être demandés, conformément à l'article 10.

Tous ces documents doivent être datés et signés conformément à l'article 6.

Le montant définitif de la subvention sera calculé *au prorata* du montant des dépenses justifiées et retenues, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

Si les dépenses justifiées et retenues s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est déterminé *au prorata* des dépenses justifiées par le bénéficiaire et retenues par la Région, rapporté au montant subventionnable dans la limite de la subvention votée.

En cas de trop-perçu, le reversement de tout ou partie de la subvention est réclamé au bénéficiaire, au moyen d'un titre de recettes formalisé par un avis des sommes à payer.

S'il est constaté que des dépenses relatives au projet financé ont été réalisées avant le dépôt de la demande de subvention, ces dernières ne sont pas retenues dans le calcul du montant définitif de la subvention.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

Toutes les pièces justificatives doivent être datées et signées par le Président ou par la personne habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes, pour les organismes de droit privé qui en sont réglementairement dotés, ou par le Président ou par la personne dûment habilitée à engager l'organisme.

ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire d'une subvention par action spécifique de fonctionnement dispose d'un délai de 24 mois à compter du vote de celle-ci pour réaliser l'action subventionnée et transmettre les pièces justificatives, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services régionaux faisant foi.

Si le bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, il peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, il doit adresser à la Région, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 6 mois avant l'expiration du délai de validité prévu par l'acte attributif de la subvention.

La demande de prorogation fait l'objet d'un accusé de réception par la Région. Celui-ci ne préjuge pas de la décision qui sera prise. Pour être considérée comme acceptée par la Région, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de la Commission permanente, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

ARTICLE 8 – MODALITES DE CONTROLE

Conformément à l'article L.1611-4 du CGCT, tout groupement, association, œuvre ou entreprise ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions de la Région est tenu de lui fournir une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

De surcroît, lorsque la subvention régionale est affectée à une dépense déterminée, le bénéficiaire doit produire à la Région un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier doit être transmis à la Région dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

Le bénéficiaire de la subvention peut être soumis au contrôle des services de la Région. A cet effet, la Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution du projet et faire procéder par ses services à toute vérification sur pièce ou sur place.

Dès lors qu'elle le juge utile, la Région peut demander à l'Inspection Générale d'exercer un contrôle pour vérifier la bonne utilisation de la subvention régionale par l'organisme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle, le bénéficiaire de la subvention doit conserver les éléments relatifs à la subvention perçue (dossier, pièces justificatives, etc.) pendant une durée de 10 ans à compter de la fin du délai de validité de la subvention, mentionné à l'article V.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Région de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité ;
- à obtenir leur consentement express ;
- à transmettre à la Région les coordonnées du responsable de traitement de données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

ARTICLE 10 – MODALITES D'INFORMATION DU PUBLIC

Conformément à l'article L.1611-4 du CGCT, tout groupement, association, œuvre ou entreprise ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions de la Région est tenu de lui fournir une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

De surcroît, lorsque la subvention régionale est affectée à une dépense déterminée, le bénéficiaire doit produire à la Région un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu financier doit être transmis à la Région dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

Le bénéficiaire de la subvention peut être soumis au contrôle des services de la Région. A cet effet, la Région peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution du projet et faire procéder par ses services à toute vérification sur pièce ou sur place.

Dès lors qu'elle le juge utile, la Région peut demander à l'Inspection Générale d'exercer un contrôle pour vérifier la bonne utilisation de la subvention régionale par l'organisme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle, le bénéficiaire de la subvention doit conserver les éléments relatifs à la subvention perçue (dossier, pièces justificatives, etc.) pendant une durée de 10 ans à compter de la fin du délai de validité de la subvention, mentionné à l'article 7.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DE LA REGION

L'aide financière apportée par la Région à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE 12 – NON-RESPECT PAR LE BENEFICIAIRE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION OU DU REGLEMENT FINANCIER

En cas de non-respect du délai de validité prévu par la présente convention, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

En cas de non- respect par le bénéficiaire de l'une des dispositions du règlement financier ou si le contrôle des pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par les services de la Région conduisent cette dernière à constater la non-exécution totale ou partielle du projet subventionné, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de la subvention concernée
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

ARTICLE 13 – DATE D'EFFET, MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est exécutoire à compter de sa notification par la Région au bénéficiaire de l'aide. Elle prend fin avec le délai de validité de la subvention mentionnée à l'article 7.

La convention peut être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention ou de façon unilatérale et de plein droit par la Région, en cas de dissolution de la structure bénéficiaire ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de la subvention.

Toute modification apportée à la présente convention, y compris sur sa durée, devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Fait à Marseille, le

en deux exemplaires

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Sophia Antipolis –
CASA**

**Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Jean LEONETTI

Renaud MUSELIER

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 23/09/2019
Numéro : BC_2019_164
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en oeuvre du Plan local pour l'insertion et l'Emploi de la CASA - 2019 - Réception d'une subvention de la Région Sud
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JYZXdC0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 07/10/2019
Identifiant : 006-240600585-20190923-BC_2019_164-DE

Acte reçu

Date : 23/09/2019
Numéro interne : BC_2019_164
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Mise en oeuvre du Plan local pour l'insertion et l'Emploi de la CASA - 2019 - Réception d'une subvention de la Région Sud
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_164-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190923-BC_2019_164-DE-1-1_2.PDF

N